



Lindley Couronne directeur de DISMOI

« DIS-MOI animera un séminaire à Madagascar en mars prochain »

Le directeur du Secrétariat régional de DIS-MOI, Lindley Couronne, était à Madagascar récemment pour observer le déroulement du 2e tour de l'élection présidentielle et préparer avec l'équipe DIS-MOI Madagascar le séminaire de formation qui aura lieu en mars prochain. Il nous livre ses impressions à cet égard et sur l'évolution de l'organisation internationale non gouvernementale.

■ Comment se porte DIS-MOI en ce début d'année ?

Très bien merci. Pour être honnête, ça bouge de tous les côtés. Nous sommes en attente de fonds pour réellement démarrer les bureaux de DIS-MOI Mada et DIS-MOI Comores. Quant à DIS-MOI Maurice, elle se lancera cette année dans deux nouveaux gros projets : le projet pro Bono qui proposera un service légal aux citoyens n'ayant pas de moyens ; et le projet de personnes à handicap qui sera chapeauté par Jean François Favory. Nous démarrons aussi les démarches pour former des citoyens seychellois aux droits humains.

■ Des activités aussi diverses demandent une coordination et une organisation rigoureuses ?

Vous avez raison. Cela demande d'abord des professionnels dévolus et méthodiques. Cependant, notre Secrétariat régional demande encore à être consolidé, car il centralisera toutes les activités de la région sud-ouest océan Indien. Notre projet 'Mapping out DIS-MOI in the south west Indian ocean' en tient compte justement.

■ Comment s'est passé votre mission d'observation à Madagascar lors du 2e tour de l'élection présidentielle ?

D'abord, je précise que j'y étais pour les élections du second tour entre les candidats Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana. Je précise aussi que le gros du travail a été effectué par le leader de DIS-MOI Mada Rado Harintsoa Rakotosamimanana, Peacebuilder -

Conflict Transformer. J'ai accompagné Rado dans des bureaux de vote et j'ai pu constater que les Malgaches accomplissaient leur devoir de citoyen dans l'ordre et le calme. J'y ai rencontré d'autres observateurs internationaux dont Jean Claude de L'Estrac, délégué par la Commission de l'Océan Indien.

La Campagne électorale des deux candidats au deuxième tour de la présidentielle et leurs prestations au stade de Mahamasina à Antananarivo étaient une expérience à vivre. Je dois dire que j'avais quelques appréhensions par rapport aux réactions post-résultats, mais Marc Ravalomanana a accepté sa défaite dans un esprit démocratique et c'est une bonne chose pour le pays.

■ Et quid des autres objectifs de votre mission ?

Je devais m'assurer de l'engagement et de la cohérence de l'équipe DIS-MOI Mada sur place. Ce qui a été fait. Nous avons une équipe homogène, Rado le leader, Elina est une juriste responsable des droits des personnes âgées et Benji travaillera avec sa communauté Mandrosek dans un programme d'éducation aux droits humains. Auparavant Ny Onja, la responsable du dossier Madagascar au Secrétariat régional et moi-même irons former 50 défenseurs des droits humains à Antananarivo en mars, des citoyens qui seront appelés à être des membres actifs de DIS-MOI Mada. Ce projet, nous le rappelons, forme partie du projet d'éducation citoyenne en ligne financé par le gouvernement australien.

■ N'y a-t-il pas de risques qu'avec toutes ces structures DIS-MOI rencontre des problèmes ?

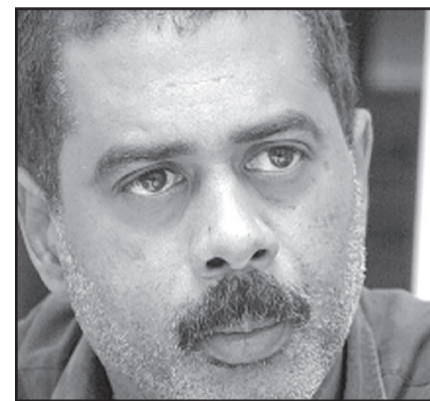
Connaissez-vous des organisations sans problèmes ? Il nous faudra, comme je l'ai dit, consolider le secrétariat, centraliser et améliorer notre développement organisationnel. Il nous faudra aussi travailler selon des paramètres précis. Justement notre Conseil d'administration présidé par Me Roshan Rajroop et notre équipe légale travaille sur une Charte commune pour toutes les structures DIS-MOI. C'est un gros travail, mais on ne peut construire un projet ambitieux sans mettre des garde-fous, anticiper les problèmes et y trouver des solutions.

■ Une question personnelle : quels sont vos sentiments par rapport à Madagascar ?

D'abord, beaucoup d'admiration pour ce peuple vivant dans des conditions extrêmement difficiles et qui vit avec courage et fierté. Ensuite, une grande incompréhension, bordée de colère, de voir qu'un pays aussi riche en ressources naturelles en est encore à un tel stade primaire de développement. Là-dessus, les politiciens malgaches de tous bords portent une énorme responsabilité de cette situation.

■ Mais ne reste-t-il que ce cliché pour cette Grande île ?

Non justement, parce que Madagascar est bien plus que cela. Tenez, je vais vous confier une chose personnelle. J'ai visité Madagascar plusieurs fois, tant en mission pour



Amnesty International, pour DIS-MOI ou en tant que touriste, mais je ne suis jamais allé à Akamasoa voir les villages du père Pedro. J'y suis allé cette fois et ce fut mon coup de coeur.

■ Pourquoi ?

J'éprouve une admiration sans bornes pour ce prêtre qui est arrivé dans ce pays, a vu une grande misère et a décidé d'être solidaire, pas intellectuellement comme beaucoup d'entre nous. Non, solidaire dans l'action en choisissant de travailler avec les 'damnés de la terre', qui fouillent les immondices et recyclent les objets récupérés pour survivre. Il a cheminé avec eux et le résultat est impressionnant : trois villages agréables de 25 000 habitants construits ! 14 000 enfants scolarisés et qui reçoivent à déjeuner quotidiennement. J'avais quasiment les larmes aux yeux, surtout quand je suis allé à cet endroit initial (qui existe encore et où certains villageois travaillent) où le père Pedro s'est retroussé les manches et a travaillé comme eux pendant des mois pour se faire respecter. Un lieu puant, pollué, un enfer sur terre que ce prêtre a transformé avec un amour sans faille pour ces citoyens démunis. DIS-MOI réfléchit actuellement aux possibilités de travailler avec le père Pedro.



L'ambassadeur de France

Une délégation de DIS-MOI a rencontré l'ambassadeur de France, son excellence Emmanuel Cohet, lundi 14 janvier. L'objectif de la rencontre était d'explorer les possibilités de partenariat entre l'organisation internationale non gouvernementale et l'ambassade de France. Mme Dominique Vaysse,

Attachée de coopération éducative, Service de coopération et d'action culturelle, était présente.

Le directeur du Secrétariat régional, Lindley Couronne a fait la genèse de DIS-MOI depuis 2011 et a retracé les grandes étapes de son évolution, sa politique d'éducation citoyenne, l'ouverture d'un

De g à dr : Mme Dominique Vaysse, Attachée de coopération éducative, Service de coopération et d'action culturelle, Ambassade de France ; Lindley Couronne, directeur DISMOI, Vijay Naraidoo, président de la Commission pour les droits des personnes âgées ; Ny Onja Hon Fat, Responsable du dossier Madagascar ; Qayinaat Annwar, Coordinatrice de projet et responsable du dossier Comores ; Son Excellence, Emmanuel Cohet, Ambassadeur de France ; Me Roshan Rajroop, Président

GRAN LEKOL FILOZOFI

Vers une réflexion sur notre part d'Africanité

2019 s'annonce comme une année historique pour mettre en place un modèle de société moderne à Maurice : celle des normes universelles pour une société élargie. C'est la mission que mène GRAN LEKOL FILOZOFI (GLF) au service de la nation.

Dominique PIERRE, graduée, activiste et fervente défenseur des droits humains, ambassadrice du GRAN LEKOL FILOZOFI poursuit sa mission pour éliminer la discrimination raciale sous toutes ses formes dans la République de Maurice et mettre en place cette société élargie.

Tout est parti d'une lettre anonyme, d'employés d'hôtel pris au piège de pratiques discriminatoires et d'abus de pouvoir. Comment répondre à cet appel à l'aide et comment protéger les personnes victimes ? Au quotidien, être victime de discrimination raciale, peu importe ses formes, constitue une violation grave et insupportable des droits humains. Nombreuses de victimes préfèrent subir en silence, plutôt que de dénoncer ces violations et entrer en conflit avec leur employeur.

Tout citoyen doit être sur la défensive. Ces discriminations ne peuvent se résoudre de manière isolée dans notre pays. Il nous faut le renfort d'intellectuels, de scientifiques éclairés et aguerris sur les droits humains, un éveil collectif des consciences, une collaboration avec d'autres pays pour copier leurs bonnes pratiques et les expérimenter à Maurice. Pourquoi ? Parce qu'aucun pays ne peut se développer en excluant une fange de sa population du fait de pratiques discriminatoires. Le cas de Maurice diffère des autres pays africains du fait que depuis la colonisation, le pays a créé une société inégalitaire.

COLLOQUE LESLAN

En avril 2018, Dominique Pierre a assisté à une conférence internationale sur le thème « Entre esclavage et citoyenneté postesclavage,



Les participants au Colloque de Niamey au Niger. Dominique Pierre au centre.

dépendance, et abolitionnisme dans les sociétés de l'océan Indien». Elle fut remarquée par TIMIDRIA, une organisation non gouvernementale de droit nigérien antiesclavagiste international, pour son approche directe du réel problème social à Maurice au sujet de la période post esclavage.

Une seconde conférence internationale a été organisée à Niamey, au Niger par l'Association Timidria et à laquelle Dominique a pris part en tant qu'activiste et défenseur des droits humains. Cette conférence a vu la participation de chercheurs, activistes, spécialistes, professeurs des universités de Niamey, Tahoua et Tillabery au Niger, Cheikh Anta Diop de Dakar au Sénégal, Burkina Faso, Mali, Tchad, Ile Maurice et la Mauritanie du 18 au 20 décembre 2018 avec l'appui technique et financier du projet LESLAN.

Chagossienne de troisième génération, Dominique, a saisi cette

opportunité pour présenter ses recherches et les solutions qui ont pour fondement l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Son exposé a porté sur le thème « Ile Maurice : Abolition ou pas ? ». Elle a passé au peigne fin la situation de Maurice, quelque peu différente de celle des autres pays présents au colloque. Elle a énuméré les solutions qui permettraient à l'Ile Maurice d'en finir avec la discrimination raciale, voire aboutir à une société élargie. Les participants ont félicité la présentatrice avant de souligner la pertinence de son approche et de son combat pour la défense des droits humains.

Pour Dominique, une des options pour résoudre les violations des droits humains est de tout recommencer sur des valeurs solides, consensuelles, lesquelles prendront en compte les aspirations profondes de tous les citoyens sans considération de race ou de religion.

GRAN LEKOL FILOZOFI veut traduire dans la pratique quotidienne ces grandes pensées pour une société universelle ou le bonheur régnera pour tous. Une société est construite d'êtres humains. Il est de leur devoir de susciter le changement. Pour ce faire, il faut se comprendre, écouter, dialoguer, analyser, faire des recherches et exposer des solutions pour implémenter des solutions et renforcer

les capacités des communautés.

Rappelons que, chaque citoyen de Maurice a reçu un héritage de ses ancêtres, bon ou mauvais, à travers la colonisation, la traite négrière et l'esclavage. Plus vite nous accepterons ce fait, mieux nous serons préparés à apporter de changement positif pour corriger les inégalités sociales qui subsistent !

La question de discrimination doit être traitée par des professionnels compétents, car une société malade ralentit le progrès et la prospérité d'un pays.

C'est la mission que GRAN LEKOL FILOZOFI (GLF) s'est donnée : éclairer les vulnérables, les oubliés, les rejetés car nous croyons en une société juste égalitaire et nous nous engageons à partager la connaissance afin que les citoyens soient conscients de leur richesse. Nous sommes tous nés égaux en droits puis en devoir en tant que citoyens.

Aujourd'hui, GLF invite la population de Maurice à participer à ses activités pour que la connaissance soit une protection pour les prochaines générations. GLF souhaite la collaboration de tous pour apporter le changement social escompté. vous pouvez nous contacter sur Email : kreolefan@gmail.com

rencontre DISMOI

bureau à Rodrigues, les commissions, le combat pour l'adoption d'une Convention des droits des personnes âgées, le projet d'éducation aux droits humains en ligne avec l'aide du gouvernement australien et la création de DIS-MOI Comores, DIS-MOI Madagascar.

Mr Cohet a exprimé son appréciation de rencontres avec la société civile mauricienne. Il a interrogé la délégation pour mieux

comprendre la démarche de DIS-MOI et l'a assuré de son soutien moral à cette grande aventure. Mme Vaysse, qui a pu analyser le cours en droits humains en ligne, s'est dite impressionnée par la créativité et la pédagogie du cours. Rappelons que l'Ambassade de France avait financé le manuel d'éducation citoyenne 'MIEUX COMPRENDRE LA REPUBLIQUE' en collaboration avec le PNUD en 2015.



DIS-MOI (Droits Humains-Océan Indien) est une organisation non gouvernementale qui aide à promouvoir la culture des droits humains dans la région du sud-ouest de l'océan Indien, notamment les Seychelles, Maurice, Rodrigues, Madagascar et les Comores. Fondée en 2012, l'organisation milite pour la défense et l'enseignement des droits humains. Vos dons sont les bienvenus.

DIS-MOI, 11 BROAD AVENUE, BELLE-ROSE, QUATRE-BORNES
TÉL. : 4665673 - INFO@DISMOI.ORG - HTTP://WWW.DISMOI.ORG